

DEPARTEMENT DU
LOIRET
ARROND. DE
MONTARGIS
CANTON ET COMMUNE
DE
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 24 septembre 2024

DATE DE PUBLICATION : 2 octobre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le premier octobre, à 18h00, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire du Conseil, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD – Mme PHESOR - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – M. KHALID - Mme RASAMOELY - M. BARAY – Mme MANAÏ-AHMADI - Mme SOW – Mme CAYOUX - M. OREN – Mme PATUREAU - M. RENOUF – M. TOUANE – M. JOLIVET – Mme LAMA – M. FAURE - M. GUEDJ - Mme DURAND – Mme LOISEAU - M. BALABAN -

ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :

- M. BA à M. RAMBAUD
- Mme TORRES à M. KHALID
- M. CHRISTODOULOU à Mme LAMA
- Mme PERIERS à M. FAURE
- Mme PRIEUX à M. BALABAN

ABSENTS :

- Mme BAYRAM
- Mme HENRY
- M. TAVARES

SECRETAIRE DE SEANCE :

- Mme CAYOUX

OBJET :
**Centre Aquatique Claude Blin – Surveillance bassins – Création
de 3 postes de vacataires**

CHALETTE SUR LOING Conseil Municipal du 1^{er} octobre 2024

OBJET :
**Centre Aquatique Claude Blin – Surveillance bassins – Création
de 3 postes de vacataires**

Directeur de secteur : Mme Laurence SURIEU

Service : Direction des Ressources Humaines

Affaire suivie par : Mme Ilda DE FERRAN

Mme HEUGUES : Compte tenu des difficultés à pallier l'absence d'un maître-nageur sauveteur (MNS) confirmé et de recruter ce profil à temps complet, il est proposé que :

- les MNS en poste soient moins sollicités le week-end afin d'être plus présents en semaine sur les temps pédagogiques,

- une partie de la surveillance des bassins lors des Week-end soit transférée à des surveillants titulaires du BNSSA (*brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique*). A ce titre, trois étudiants se sont proposés pour assurer un roulement sur l'établissement en fonction de leurs disponibilités et des besoins du Centre aquatique.

Il est précisé que les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent recruter des vacataires. Pour cela, les trois conditions suivantes doivent être réunies :

- recrutement pour exécuter un acte déterminé, ici la surveillance des bassins le week-end,

- recrutement discontinu dans le temps et répondant à un besoin ponctuel de l'établissement public, ici pour la période du 21/09/2024 au 15/07/2025,

- rémunération attachée à l'acte, ici à raison de 14,02 € bruts de l'heure.

Je vous propose donc, si vous en êtes d'accord :

- d'autoriser Monsieur le Maire à recruter trois vacataires, titulaires du BNSSA, pour la période du 21/09/2024 au 15/07/2025 pour la surveillance des bassins du Centre aquatique Claude Blin le week-end ;
- de fixer la rémunération de chaque vacation sur la base d'un taux horaire d'un montant brut de 14,02 € ;
- dit que les crédits nécessaires sont suffisants au BP2024, et pour la période sur l'année 2025, seront inscrits au BP2025 ;
- dit que Monsieur le Maire est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le décret n°2015-1869 du 30 décembre 2015 ;

ENTENDU les explications du rapporteur,

APRES EN AVOIR DELIBERE,

AUTORISE Monsieur le Maire à recruter trois vacataires, titulaires du BNSSA, pour la période du 21/09/2024 au 15/07/2025 pour la surveillance des bassins du Centre aquatique Claude Blin le week-end

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20241003-DEL_2024_1008-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/10/2024

FIXE la rémunération de chaque vacation sur la base d'un taux horaire d'un montant brut de 14,02 €

PRECISE que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

AUTORISE le Maire, et son représentant en cas d'absence, à signer les contrats de travail afférents.

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	30	
Votes pour	30	
Votes contre	0	
Ne prend pas part au vote	0	

Le Maire, soussigné,

** certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL
et le compte-rendu de la présente délibération ont
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12
du CGCT,*

** certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet
acte à compter du*

** informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours
devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de
la date de sa publication.*

.....

POUR LE MAIRE EMPECHE, PAR SUPPLÉANCE
LA 1^{ère} ADJOINTE

Mme Marie-Madeleine HEUGUES

Pour extrait certifié, conforme,
Le Maire,
Franck DEMAUMONT.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20241003-DEL_2024_1008-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/10/2024